

Extrait du Ecrivains pour la Paix

<http://uniep.free.fr>

Etudiant et militant anti-apartheid-STEVE BIKO

Etudiant et militant anti-apartheid-STEVE BIKO

- UN AUTEUR POUR LA PAIX ET DANS LA PAIX - UN AUTEUR POUR LA PAIX ET DANS LA PAIX -

Date de mise en ligne : mardi 25 ao²009

Ecrivains pour la Paix

Etudiant et militant anti-apartheid- STEVE BIKO

Né le 18 décembre 1946 à King William's Town dans la province du Cap, Steve Biko est très tôt confronté à la politique à cause de son frère, arrêté en 1963 pour militantisme anti-apartheid. Étudiant à l'université de médecine du Natal où il est élu au conseil représentatif des étudiants noirs, Biko est délégué en 1967 à la conférence de la National Union of South African Students (NUSAS) à l'Université de Rhodes.

Révolté par sa condition de noir dans l'Afrique du Sud de l'apartheid, il en vient rapidement à rompre avec le libéralisme et la diversité multiraciale prônée par la NUSAS.

En 1968, il milite pour un mouvement exclusivement noir au contraire de la NUSAS largement ouverte aux étudiants libéraux blancs.

Création de la SASO, syndicat d'étudiants noirs En 1969, à l'université du Nord près de Pietersburg, il participe au côté de nombreux étudiants noirs du Natal à la création de la South African Students Organisation (SASO, Organisation des Etudiants sud-africains), et en devient le premier président élu. Le SASO était l'un des principaux représentants du Black consciousness movement (Mouvement de Conscience noire) dont Biko était l'initiateur.

Biko et le Black Consciousness movement critiquent l'ANC et les libéraux blancs, préconisant une émancipation des Noirs par eux-mêmes, en affirmant que, même s'ils sont de bonne volonté, les Blancs ne peuvent comprendre entièrement le point de vue des Noirs sur la lutte à mener. Il se prononce contre l'intégration entre noirs et blancs, se déclarant contre « le fait qu'une minorité de colons impose un entier système de valeurs aux peuples indigènes ».

Pour lui, la « libération psychologique » doit précéder la « libération physique » : les Noirs ne peuvent se libérer politiquement de l'apartheid que s'ils cessent de se sentir inférieurs aux blancs. C'est pourquoi, ils ne doivent ni ne peuvent compter sur l'aide ou l'assistance de Blancs et doivent cesser de participer à tout mouvement incluant des Blancs. L'idée que les Noirs puissent ainsi déterminer de leur propre destinée et le principe de la fierté de la conscience noire eurent un grand retentissement alors que les lois d'apartheid étaient à l'apogée de leur mise en œuvre. La pensée de Biko est ainsi influencée par celles d'autres grands leaders de l'émancipation des Noirs, tels W.E.B. DuBois, Marcus Garvey, Alain Locke, Frantz Fanon et les penseurs de la Négritude Aimé Césaire et Léopold Sédar Senghor. Biko développe cette doctrine en adaptant le slogan des Black Panthers américaines « black is beautiful », préconisant que les Noirs devaient croire en leurs capacités et prendre en main leur destinée. Attentif à la pensée de Gandhi et de Martin Luther King, Biko employait des techniques de non-violence, mais davantage en tant que moyen stratégiquement efficace de lutte face à l'appareil répressif de l'Etat ségrégationniste que par conviction pacifiste. Malgré cette stratégie non-violente, SASO fut assimilée par le pouvoir en place avec le Black Power américain, alors que Biko prêchait aux noirs modérés la nécessaire polarisation raciale en deux camps irrémédiablement hostiles avant le déclenchement d'un conflit racial, prélude aux changements politiques.

En 1972, la SASO se prononça contre toute coopération avec les leaders noirs impliqués dans le système de l'apartheid. Biko qualifie même de « collaborateurs » les modérés travaillant à l'intérieur du système ou ceux prônant de tels rapprochements, et fait entériner une idéologie radicale. La même année, Biko lance la Black Peoples Convention (BPC), version post-étudiante de la SASO.

En 1973, il est détenu sous l'accusation de terrorisme avec d'autres membres de la Conscience noire alors que les écoles sont petit à petit politisées par les membres de son organisation et que se développent les tentatives de boycotts et de fermetures d'écoles. Biko est alors banni et assigné à résidence dans sa région du Cap-Oriental, empêché de tenir des discours en public et de parler à plus d'une personne à la fois. Dans le même temps, les désirs

d'émancipation des jeunes noirs lui fournissent de plus en plus de militants qui rejettent les principes de modération et d'intégration de leurs parents.

En juin 1976, cette évolution débouche sur des soulèvements populaires dans tous les townships du pays à mesure que se durcit la répression des forces de sécurité et notamment la révolte des écoliers contre l'imposition de l'éducation en afrikaans qui deviendra le massacre de Soweto. Biko est d'abord mis au secret pendant 101 jours puis, bravant les interdictions de séjour, il sillonne le Cap-Oriental. C'est à cette époque qu'il se lie d'amitié avec le journaliste progressiste Donald Woods qui écrira sa biographie.

Steve Biko est arrêté par la police le 18 août 1977. Emmené à Port Elizabeth où il est torturé et assassiné, Biko est ensuite transféré à Pretoria, Transvaal, le 11 septembre 1977. L'année d'après, la SASO et la BPC fusionnèrent pour former l'AZAPO, parti politique qui obtint 2 sièges à l'Assemblée nationale en 2004.

Un meurtre impuni Le 12 septembre 1977, il meurt en détention, officiellement des suites d'une grève de la faim. Le prêche lors de ses funérailles est assuré par Desmond Tutu, futur Prix nobel de la paix, alors proche de la Black theology (théologie noire) Les conditions de cette détention et le décès brutal de Steve Biko sont alors l'objet d'une polémique internationale qui débouche sur la condamnation du régime sud-africain. À l'ONU, le conseil de sécurité vota coup sur coup les Résolutions 417 (31 octobre 1977) et 418 (4 novembre 1977), cette dernière imposant un embargo sur les ventes d'armes à destination de l'Afrique du Sud. Après son martyr, Biko devint le symbole de la résistance noire à la cruauté du pouvoir en place. Aux questions du député libéral Helen Suzman sur la mort de Biko, la réponse du ministre de la justice, Jimmy Kruger, résonna à travers le monde entier : « la mort de Steve Biko me laisse froid ». Les policiers concernés ne reçoivent qu'un blâme dans un premier temps alors que les médecins impliqués sont pris à partie par leurs collègues. La police finira par confesser le meurtre de Steve Biko à la Commission vérité et réconciliation à la fin des années 1990.

Le 7 octobre 2003, soit près de 10 ans après l'avènement d'un régime multiracial en Afrique du Sud, la justice sud-africaine renonce à poursuivre les 5 policiers pour manque de preuves et absence de témoins.

SOURCE WIKIPEDIA